

Accord professionnel

**BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS**

**Accord du 9 novembre 2020**

relatif à l'indemnité du maître d'apprentissage confirmé  
(Pays de la Loire)

NOR : ASET2150024M

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**FFB Pays de la Loire ;**

**CAPEB Pays de la Loire,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**UR CFDT Pays de la Loire ;**

**FO Pays de la Loire ;**

**CFE-CGC BTP Pays de la Loire ;**

**UNSA Pays de la Loire,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Préambule**

En application des dispositions de l'accord national du 13 juillet 2004, le montant de l'indemnité à verser aux salariés maîtres d'apprentissage confirmé est négocié au niveau régional.

Les organisations d'employeurs de la région Pays de la Loire et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, se sont réunies pour déterminer le montant et les modalités de versement de l'indemnité pour les maîtres d'apprentissage confirmé.

**Article 1<sup>er</sup> | Indemnité MAC**

Les organisations d'employeurs de la région Pays de la Loire et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national, ont décidé de porter le montant de l'indemnité pour l'exercice de la fonction de maître d'apprentissage confirmé dans les entreprises du bâtiment des Pays de la Loire à 260 € par année et par contrat d'apprentissage, quel que soit le nombre d'apprentis formés simultanément.

Les autres dispositions de l'accord du 20 avril 2007 demeurent inchangées.

## **Article 2 | Entreprises de moins de 50 salariés**

Compte tenu de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière d'indemnité MAC, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

## **Article 3 | Extension. Date d'application**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au ministre du travail.

Il entrera en application dès parution de l'arrêté d'extension, pour tous les contrats conclus à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2021.

## **Article 4 | Durée. Dénonciation. Révision. Adhésion**

Cet accord est conclu pour une durée indéterminée. Conformément à l'article L. 2222-6 code du travail, il pourra être dénoncé en tout ou partie par l'une des organisations signataires après un préavis minimum de 3 mois. Cette dénonciation devra être notifiée à toutes les autres organisations signataires par lettre recommandée avec accusé de réception, et déposée auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

Toute modification, révision totale ou partielle, des dispositions ne peut être effectuée que par les organisations syndicales d'employeurs et de salariés du bâtiment représentatives au plan national. Les demandes de révision de la présente convention doivent être effectuées dans les formes prévues pour la dénonciation, à l'exception du dépôt auprès des services centraux du ministre chargé du travail, et sont accompagnées, le cas échéant, d'un projet concernant les points dont la révision est demandée.

Conformément à l'article L. 2261-3 du code du travail, toute organisation syndicale de salariés représentative au niveau national qui n'est pas signataire du présent accord, pourra y adhérer ultérieurement. L'adhésion produira effet à partir du jour qui suivra celui de son dépôt au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes compétent et à la DIRECCTE. Notification devra également en être faite, dans le délai de 8 jours, par lettre recommandée, aux parties signataires.

## **Article 5 | Clause de rendez-vous**

Conformément à l'accord national, le montant de l'indemnité due au maître d'apprentissage confirmé sera réexaminé régulièrement par les partenaires sociaux au niveau régional dans le cadre des négociations salariales régionales.

Les parties conviennent de se réunir une fois sur la période avril/mai 2021 pour faire le point sur le contenu du présent accord.

## **Article 6 | Dépôt**

Le présent accord sera déposé à la direction générale du travail conformément aux dispositions légales en vigueur, ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Nantes.

*Fait à Nantes, le 9 novembre 2020.*

(Suivent les signatures.)